APPRENDRE
COMPRENDRE
ENTREPRENDRE

L'économie

MODULE I

Les trois systèmes de l'économie 2
Certaines définitions 4
L'économie canadienne 5
La réalité des femmes 8
L'économie sociale à l'international 12
L'économie sociale au Canada 13
L'économie sociale au Québec 14
Le développement économique 15
Les 10 tâches clés 16
Les mouvements 18
En francophonie de l'Ontario 20

… SOUS TOUTES SES FORMES

« L'économie est la science qui étudie comment des ressources rares sont employées pour la satisfaction des besoins des hommes vivant en société : elle s'intéresse d'une part aux opérations essentielles que sont la production, la distribution et la consommation des biens et d'autre part aux institutions et aux activités ayant pour objet de faciliter ces opérations. »

E. Malindvaud

Si nous pouvions repenser l'économie?

La crise économique oblige les femmes et les hommes à se donner des moyens pour agir autrement.

Prenons le temps de découvrir l'économie plurielle!

Économie - Économique

Le mot **ÉCONOMIQUE** est un mot d'origine grecque dont la signification est « administration d'un foyer », « maison dans le sens de patrimoine » et « loi ».

Source : Wikipédia

Le mot **ÉCONOMIE** apparaît au XIVe siècle dans un texte français en 1370 sous la forme « **YCONOMIE »** se définissant comme « ***gestion intérieure d'une maison, d'une famille*** ».

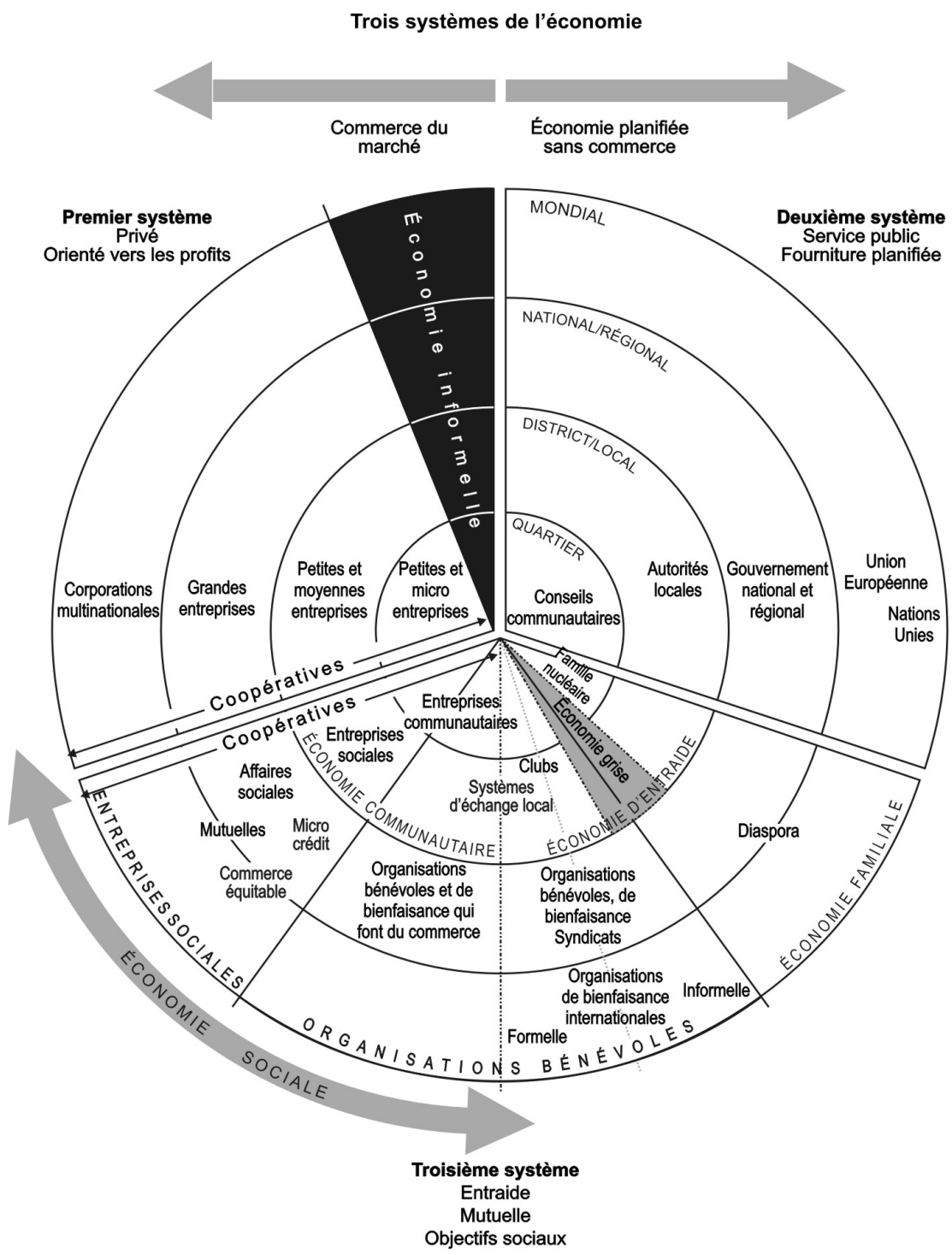
Source : Dictionarium latinogallicum multo locupletus

Contribution de ressources et de dessins par le Centre Canadien pour le Renouveau Communautaire

Condition féminine Canada
Status of Women Canada

« Chaque fois que vous voyez une entreprise qui réussit, dites-vous qu'un jour quelqu'un a pris une décision courageuse. »

Peter Drucker



Source : Pearce John, 2003, Social Enterprise in Anytown, Calouste Gulbenkian Foundation, www.centralbooks.ca.uk
Adaptation : Centre Canadien pour le Renouveau Communautaire 2007

Trois systèmes - secteurs de l'économie

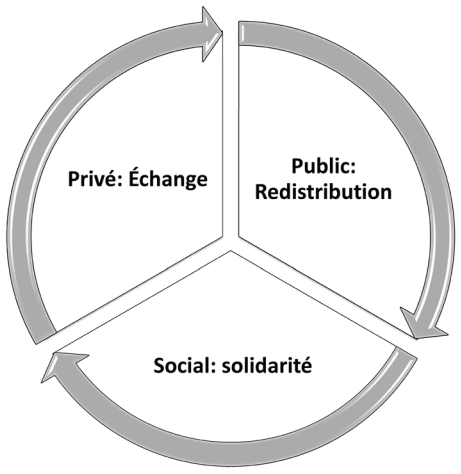
Depuis tous les temps, plusieurs personnes associent l'économie au principe du marché. Toutefois de plus en plus, nous nous rendons compte que l'économie est beaucoup plus complexe, diversifiée et même plurielle composée d'une économie publique, privée et sociale.

« ***Il y a trois façons principales de penser à la gestion de notre vie économique, chacune ayant tendance à mettre l'emphase sur des valeurs et des principes très différents.*** »

Mike Lewis, 2007

Le diagramme de la page précédente présente ces trois formes de l'économie ou encore ces trois secteurs.

Le secteur public, comprenant les gouvernements fédéral, provincial et municipal, est le régulateur et quelques fois même le financeur d'activités. Il met en place des lois, des règlements, des politiques publiques et des programmes pour réglementer et soutenir l'économie. En plus, il assure la redistribution et la planification. Que ce soit au niveau local, régional ou national, sa priorité est de fournir des biens et services publics tels que l'éducation, la santé, les infrastructures, etc.



Le secteur privé est souvent perçu comme le seul secteur générateur de profit, le secteur associé au marché. Il cherche à maximiser les bénéfices financiers pour les propriétaires. Ce secteur inclus de très petites entreprises locales jusqu'aux grandes corporations multi ou transnationales qui dominent le marché. C'est le système dominant qui facilite l'échange commercial de biens et de services généralement contre de l'argent. Il est basé sur la compétition et l'enrichissement individuel.

Le secteur social : concerne les citoyennes et les citoyens. Il représente l'ensemble du mouvement associatif, les associations mobilisant des bénévoles, les organisations et les activités de bienfaisance et de la société civile. Selon l'Enquête nationale auprès des organismes à but non lucratif et bénévoles de 2003, il existe environ 45 000 organismes en Ontario, ce qui représente environ 28 % des 161 000 organismes sans but lucratif et bénévoles du Canada. Le montant annuel des recettes de ces organismes implantés en Ontario, en excluant les hôpitaux, les universités et les collèges, s'élève à 29 milliards de dollars, 597 000 salariés et 7,8 millions de bénévoles y investissent environ 791 millions d'heures de travail bénévole à chaque année.

Certaines définitions

Économie informelle : Les transactions commerciales qui ont lieu à l'extérieur du système légal, par exemple, la vente de biens ou de services non déclarés : drogue, biens volés, etc.

Conseils communautaires et autorités locales : Cette terminologie britannique fait référence au gouvernement local, municipal.

Économie grise : Cela fait référence à l'échange de biens et de services (travail au noir par exemple) entre personnes et groupes dont la valeur n'est pas déclarée pour les impôts. C'est illégal au Canada.

Système d'échange local (SEL) - TROC: C'est un système d'échange de biens, de services et de savoirs sans avoir recours à de la monnaie. Les SEL peuvent aussi être des associations dûment constituées en organisme à but non lucratif, qui permettent à leurs membres de faire ces échanges. C'est aussi une opération économique par laquelle chaque participant cède la propriété d'un bien (ou un groupe de bien) et reçoit un autre bien. Le troc fait partie des échanges dits de compensation, avec l'échange de services au pair.

Formes d'entreprises: Entreprisesprivée, société en nom collectif, coopératif, organisation à but non lucratif—entreprise sociales, etc.

Entreprises communautaires ou entreprises sociales : Ces entreprises sont gérées comme des compagnies, qui produisent des biens et services pour le marché, mais qui gèrent leurs opérations et redirigent leur surplus afin d'atteindre des buts sociaux et communautaires. Elles peuvent être des entités autonomes ou être appartenues ou gérées pas des organismes à but non lucratif ou de bienfaisance.

Commerce équitable : Ce commerce consiste en des échanges équitables entre les pays du Sud et du Nord visant à améliorer les conditions de vie de millions de paysannes, de paysans, de travailleuses et de travailleurs et en engageant les consommatrices et consommateurs dans un monde plus solidaire. Au Canada, les produits certifiés équitables sont le café, le thé, le sucre, le caco, le chocolat, la confection de ballons de soccer, les bananes, le riz, le quinoa, le coton, les épices, la crème glacée, le karité, les fleurs coupées, le vin, l'artisanat et l'huile d'olive. En 2007, 549 coopératives et associations certifiées dans plus de 59 pays ont bénéficié de cette forme d'échange.

Mutuelle : Ayant des intérêts communs, les membres se retrouvent au sein d'une société telle qu'une mutuelle de santé ou d'assurances, afin de prendre des décisions collectives indépendamment du nombre de parts que détient chacun des membres, un membre = un vote.

Micro crédit : Il est défini comme un petit crédit remboursable mensuellement, servant à financer une activité économique.

Diaspora : Le terme diaspora désigne la dispersion d'une communauté ou d'un peuple à travers le monde.

Clubs (sociaux) : Des associations formelles qui regroupent des gens qui ont le même intérêt.

Organisme de bienfaisance : C'est une organisation dûment incorporée qui a obtenue son statut de bienfaisance, qui doit consacrer toutes ses activités à des fins de bienfaisance. Elle peut récolter des dons et émettre des reçus d'impôt.

Pour mieux comprendre, prenons le temps d'expliquer les choses.

Sources :
Adaptation du glossaire et du graphique de la page 2 : Pearce, John, 2003. Social Enterprise in Anytown; Calouste Gulbenkian Foundation, www.centralbooks.co.uk , Wikipédia, Conseil des Entreprises Sociales du Canada et Équiterre.

L'économie canadienne

Les secteurs de l'économie canadienne se regroupent en **cinq grandes industries produisant des biens** et **quinze industries produisant des services**.

Source: Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)

Industries produisant des biens :

- Agriculture, foresterie, pêche et chasse
- Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz
- Services publics
- Construction
- Fabrication

Industries produisant des services :

- Commerce de gros
- Commerce détail
- Transport et entreposage
- Industrie de l'information et industrie culturelle
- Finance et assurances
- Services immobiliers et services de location et de location à bail
- Services professionnels, scientifiques et techniques
- Gestion de sociétés et d'entreprises
- Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
- Secteur de l'enseignement
- Soins de santé et assistance sociale
- Arts, spectacles et loisirs
- Hébergement et services de restauration
- Autres services, sauf les administrations publiques
- Administrations publiques

On retrouve toutes les formes d'entreprises dans ces divers secteurs de production de biens et de services.

« On parle d'économie comme de la situation économique d'un pays. Un des principaux indicateurs économiques est le produit intérieur brut (PIB), qui permet des comparaisons de puissance économique entre pays. »

Wikipédia

Le pouls de l'économie canadienne

Exemple d'information qui est produite à chaque trimestre.
2e trimestre 2009
Source : http://www.canadianeconomy.gc.ca/francais/economy/index.cfm

Le gouvernement fédéral a mis en ligne un guichet unique sur l'économie nationale qui permet de consulter une mine de renseignements et d'enrichir nos connaissances par rapports aux concepts et événements économiques.

POULS DE L'ÉCONOMIE	2e trimestre 2009
POPULATION	33 592 686
TAUX DE CHÔMAGE	8,7 %
PIB RÉEL	0,1 % Variation en %
TAUX D'INFLATION	-0,8 %
EXPORTATIONS	-5,2 % Variation en %
IMPORTATIONS	-2,2 % Variation en %
TAUX DE CHANGE	0.9789 $ Can vaut en $ US
TAUX PRÉFÉRENTIEL	2,25 %
INDICE COMPOSÉ S&P/TSX	10 868.21
DETTE FÉDÉRALE	457 637 $ millions
VENTES AU DÉTAIL	-06 %
MISE EN CHANTIER	150,5
INDICATEUR AVANCÉ COMPOSITE	1,1 % Variation en %

Définitions :
Le **taux de chômage** est le pourcentage de la population active qui cherche activement du travail sans pouvoir en trouver pendant une période donnée.

L'**inflation** représente l'augmentation générale des prix au cours d'une période donnée.

Le **PIB, produit intérieur brut,** est la valeur simple de tous les biens et services produits dans une année à l'intérieur des frontières du Canada, selon la valeur marchande.

La **dette publique ou fédérale** est l'accumulation de déficits et de surplus d'une année à l'autre. En général quand les gouvernements ont un exercice déficitaire, ils doivent emprunter sur les marchés financiers, normalement en vendant des obligations au public.

Dessinons l'économie de notre communauté

La réalité des femmes

Les femmes vivent, travaillent et produisent dans des conditions et des contextes forts variés. Cependant, il semble y avoir unanimité entre elles sur la reconnaissance de problèmes fondamentaux et sur la nécessité de transformer les pratiques et les théories économiques. L'égalité entre les femmes et les hommes ainsi que l'inclusion de la valeur « solidarité » dans les rapports et les structures économiques sont des objectifs qui font consensus.

Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, Cécile Sabourin et Josée Boileau

L'économie solidaire n'est pas un concept nouveau. Que les femmes y participent n'est pas un phénomène récent. Mais il s'étend. Et les voilà qui font le lien entre économie et égalité, trouvent là le chemin de l'autonomie, se rencontrent et théorisent, s'unissent aux niveaux local, national, international pour faire avancer leurs projets et leurs propositions… Le paradoxe est que si les femmes font vivre l'économie de nombreux pays, elles restent exclues des sphères de décision, voire réduites au statut de mineures. En s'organisant, elles sortent de l'ombre et avancent vers une reconnaissance de leur rôle réel.

Les Pénélopes, voix de femmes

Bien que la main-d'œuvre féminine ait connu une croissance régulière, les inégalités liées au sexe se sont intensifiées partout dans le monde, notamment du point de vue de la rémunération et des conditions de travail. Les femmes rencontrent toujours des obstacles relatifs au renforcement de leur statut économique et à leur statut de chef d'entreprise. Ils englobent la discrimination au niveau de l'enseignement, de la formation, de l'embauche, de l'accès au crédit, du droit de posséder ou d'hériter une propriété foncière, mais aussi des rémunérations moins élevées, la promotion en faveur d'un travail égal et des responsabilités domestiques plus importantes pour les femmes.

Commission de la condition de la femme des Nations Unies

L'économie apparaît peu favorable aux femmes qui concilient vie familiale et vie professionnelle. Elles assument ainsi des responsabilités matérielles importantes, sans accéder pour autant aux mêmes droits que les hommes. Or ce constat s'établit aussi bien au Nord qu'au Sud. En conséquence, la tendance est celle d'une pauvreté qui se féminise, induite par l'inégalité des sexes.

Isabelle Guérin, Femmes et économie solidaire

Le portrait mondial s'avère inquiétant pour les femmes. Selon le Bureau International du Travail (BIT), le taux de chômage mondial des femmes pourrait atteindre 7,4 % en 2009, comparativement à 7 % pour les hommes. Cela signifie que 22 millions de femmes pourraient perdre leur emploi cette année, contre 30 millions pour les hommes. Sur 3 milliards de personnes qui travaillaient dans le monde en 2008, 1,2 milliards était des femmes (soit 40,4 %).

Radio-Canada, 9 mars 2009

« L'économie, dans sa nature et ses pratiques, s'attache essentiellement à l'évaluation marchande des biens et des richesses et se place délibérément hors du domaine des relations familiales et sociales. »

Isabelle Guérin, Femmes et économie solidaire, Éditions La Découverte, collection « Recherches », Paris, 2003

Écrivons la réalité économique des femmes

À notre avis, qu'est-ce qu'il faut changer pour que les femmes vivent mieux, qu'elles aient des conditions de vie sociales et économiques adéquates?

« L'égalité entre hommes et femmes devrait être un principe essentiel de toute réponse politique à la crise. »

Juan Somavia, directeur général du Bureau International du travail

La place des femmes dans l'économie

CANADA : Des statistiques qui en disent long!

Les femmes chefs d'entreprise forment l'un des segments de l'économie qui progressent le plus rapidement. Elles représentent une force économique de plus en plus déterminante.

- Entre 1991 et 2001, **le travail autonome des femmes a augmenté de 43 %.**
- Il y a plus de **821 000 femmes chefs d'entreprise au Canada**, qui contribuent pour plus de **18 milliards de dollars à notre économie chaque année**.
- **Quatre entreprises sur cinq sont lancées par des femmes.**
- **47 % des petites et moyennes entreprises canadiennes** comptent au moins une femme parmi leurs propriétaires.
- **18 % des entreprises du Canada appartiennent majoritairement à des femmes.**
- En 2001, plus de **2,6 millions de personnes étaient employées dans des entreprises détenues par au moins une femme.**
- **L'âge moyen des femmes qui possèdent une entreprise est de 45 ans**. Près de 80 % sont mariées et plus de la moitié ont des enfants.
- **Une femme sur 10 au Canada est travailleur autonome**. En 2004, 29 % des femmes travailleurs autonomes étaient propriétaires d'une entreprise incorporée alors que **68 % d'entre elles dirigeaient une entreprise non incorporée.**
- Au moins les deux tiers des femmes chefs d'entreprise créent leur propre entreprise, tandis qu'un tiers d'entre elles achètent des sociétés en activité.
- Plus de **80 % des entreprises détenues par des femmes au Canada œuvrent dans le secteur des services**, contre 59 % de celles détenues par des hommes.
- Le nombre de femmes chefs d'entreprise dans les secteurs de la fabrication, de la construction, du transport et des communications s'accroît rapidement.
- Les femmes sont responsables de **83 % de tous les achats de biens de consommation, et de 95 % de toutes les décisions financières du ménage**.
- En 2002, **24 % des déclarantes avaient contribué à un REER**, soit une hausse de 20 % par rapport à 1990 et de 10 % par rapport à 1982.
- En 2004, 65 % de toutes les femmes ayant des enfants âgés de moins de trois ans occupaient un emploi, soit plus du double de 1976.
- En 2004, 73 % des Canadiennes ayant des enfants âgés de moins de 16 ans vivant à la maison occupaient un emploi, une hausse de 39 % par rapport à 1976.
- En 2003, plus de 4,5 millions de femmes canadiennes - 35 % de la population féminine totale - ont effectué un travail non rémunéré pour un organisme bénévole.

« Cent fois sur le métier… »

Commerce international

- **6,9 % des entreprises appartenant à des femmes font de l'exportation**. Les Canadiennes vendent leurs produits et services dans le monde entier. Les entreprises dirigées par des femmes font affaires avec les partenaires commerciaux les plus importants du Canada. Les États-Unis représentent le marché dominant : 74 % des exportatrices y réalisent des ventes. Environ 60 % des exportatrices sont présentes en Asie et 58 % vendent leurs produits et services en Europe.

- **Les exportatrices actives réalisent près de 40 % de leur chiffre d'affaires sur les marchés étrangers.** Les femmes exportatrices se fixent des objectifs de croissance ambitieux. Elles s'attendent à augmenter leurs ventes totales et leurs ventes à l'étranger de plus de 50 % au cours des deux prochaines années.

- **Les exportatrices actives ont en moyenne 15 ans d'expérience dans l'industrie**. Plus de 70 % d'entre elles ont un diplôme collégial ou universitaire. Près de 30 % parlent plus d'une langue.

- **30 % des exportatrices ont commencé à vendre à l'étranger dès l'ouverture de leur entreprise,** tandis que 55 % ont réalisé leurs premières exportations au cours des deux années suivantes.

En ligne

- Au Canada, **deux femmes sur trois utilisent Internet**.
- **57 % des femmes chefs d'entreprise font des achats en ligne.**
- **90 % des utilisatrices d'Internet sont en ligne au moins une fois par jour**.
- La majorité des femmes consacrent leur temps sur Internet à recueillir des renseignements et à communiquer par courriel.

Sources : Les femmes chefs d'entreprise à la conquête des marchés mondiaux, Affaires étrangères et commerce international Canada; Supplément au bulletin bimestriel, CanadExport, hiver 2005; Rapport du Groupe de travail du Premier ministre sur les femmes entrepreneures, octobre 2003 ; Services to Global Markets: A Profile of Women Who Export Services, Fondation des femmes entrepreneures du Canada, avril 2000; Journal of Small Business & Entrepreneurship Special Edition, 7 mars 2006; Principales statistiques relatives aux petites entreprises, Industrie Canada, janvier 2005; Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe, 5e édition, Statistique Canada, mars 2006; Par-delà les frontières : Les femmes d'affaires canadiennes et le commerce international, Trade Research Coalition, Affaires étrangères et Commerce internationales, 1999; Analyse : Le Canada a besoin de plus de petites entreprises orientées vers la croissance, RBC Groupe Financier; GenderMark International et Sequentia Communications.

L'économie sociale à l'international

L'économie sociale et solidaire désigne un ensemble d'activités économiques à finalité sociale qui participe à la construction d'une nouvelle façon de vivre et de penser l'économie à travers des dizaines de milliers de projets dans les pays du Nord comme du Sud. Cette économie accorde la priorité au travail et à l'humain plutôt qu'au capital. Elle est basée sur un système de prise de décisions démocratique, sur une implication sociale importante et sur la qualité des relations humaines. L'économie sociale et solidaire contribue à la création d'emplois et développe les capacités des entrepreneurs sociaux. Elle favorise le développement local et le renforcement du pouvoir d'agir des collectivités, notamment par la création d'emplois, l'offre de nouveaux services, l'amélioration de la qualité de vie, la préservation écologique, la création de richesses dans des conditions éthiques.

Il faut penser l'économie autrement que par la logique néolibérale : l'économie doit être au service de la société et non l'inverse. La vision du pluralisme économique ne remet pas en cause l'importance du secteur privé, mais prône un développement parallèle de l'économie publique et sociale. Il s'agit donc de produire de l'innovation socioéconomique et de la transformation sociale et de développer ainsi une 3e voie, une économie hybride ni un néolibéralisme à outrance, ni le tout étatique.

Sur la scène internationale, tout un mouvement solidaire prend forme : l'économie sociale et solidaire.

Historique

Il était une fois en 1997 à Lima au Pérou, quelques militants, porteurs d'alternatives socio-économiques, chercheurs, syndicalistes, eurent l'intuition, un peu prophétique à l'époque et bien avant le lancement du Forum Social Mondial, que le moment était venu de créer un événement de rencontre de portée internationale. Partout dans le monde foisonnaient des initiatives qu'on allait appeler par la suite d'économie sociale et solidaire (ESS). Il était temps de créer un grand espace-forum de partage, de prospective et de construction politique pour gagner en visibilité et en légitimité institutionnelle. Devant le succès de cet évènement il fut décidé d'organiser une deuxième rencontre au Québec en 2001. Les participants ne tardèrent pas à s'organiser en réseau pour ce qui allait devenir le Réseau Intercontinental de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (RIPESS). Le nom de cette dynamique de Globalisation de la Solidarité allait s'imposer et fait partie aujourd'hui du patrimoine mondial des mouvements sociaux. Depuis, tous les 4 ans, cette manifestation se répète, alternativement au Sud et au Nord, avec une participation croissante des réseaux d'ESS de part le monde (Amérique Latine, Amérique du Nord, Afrique, Asie, Europe). Après Lima en 1997 et Québec en 2001, puis Dakar en 2005, la dernière conférence a eu lieu au Grand Duché de Luxembourg en 2009 (LUX'09). Quatrième du genre, elle a eu pour thématique spécifique : ***Un autre économie existe, les innovations de l'Economie Sociale et Solidaire***. La 5e rencontre aura lieu en Asie en 2013.

Source : www.lux09.lu

L'économie sociale au Canada

Plusieurs définitions de l'économie sociale sont utilisées au Canada toutefois, voici la définition suggérée par le Réseau Canadien du développement économique communautaire et le Chantier de l'économie sociale.

« L'économie sociale repose sur des initiatives économiques participatives dont les valeurs privilégient :

- **Le services aux membres d'une communauté plutôt que les profits;**
- **La gestion autonome (non contrôlée par le marché ou le gouvernement);**
- **La prise de décision démocratique;**
- **La primauté des personnes et du travail sur le capital;**
- **Les principes de participation et d'autonomisation.**

L'économie sociale comprend les actifs sociaux (logement, services de garde, etc.), les entreprises sociales, y compris les coopératives, les coopératives d'épargne et de crédit, les avoirs et les dettes liés aux investissements communautaires, les entreprises à caractère social, le développement de la formation professionnelle communautaire, la planification socio-économique intégrée, le développement des capacités et de l'autonomisation de la communauté. L'économie sociale est un continuum qui a des organisations entièrement bénévoles aux entreprises sociales dont l'activité économique est à la limite du secteur privé. »

L'économie sociale au Québec

« C'est là que se situe la distinction la plus fondamental : le DÉC est axé principalement sur le territoire alors que l'économie sociale est axé principalement sur le développement d'entreprises sociales. »

Mike Lewis

Au Québec, le concept d'économie sociale combine deux termes qui sont parfois mis en opposition :

- **« économie » renvoie à la production concrète de biens ou de services ayant l'entreprise comme forme d'organisation et contribuant à une augmentation nette de la richesse collective.**
- **« sociale » réfère à la rentabilité sociale, et non purement économique de ces activités. Cette rentabilité s'évalue par la contribution au développement démocratique, par le soutien d'une citoyenneté active, par la promotion de valeurs et d'initiatives de prise en charge individuelle et collective. La rentabilité sociale contribue donc à l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être de la population, notamment par l'offre d'un plus grand nombre de services. Tout comme pour le secteur public et le secteur privé traditionnel, cette rentabilité sociale peut aussi être évaluée en fonction du nombre d'emplois créés.**

Pris dans son ensemble, l'économie sociale regroupe l'ensemble des activités et organismes issus de l'entrepreneuriat collectif qui s'ordonnent autour des principes et règles de fonctionnement suivants :

- **elle a pour finalité de servir ses membres ou la collectivité plutôt que de simplement engendrer des profits et viser le rendement financier;**
- **elle a une autonomie de gestion par rapport à l'État;**
- **elle intègre dans ses statuts et ses façons de faire un processus de décision démocratique impliquant usagères et usagers, travailleuses et travailleurs;**
- **elle défend la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition de ses surplus et revenus;**
- **elle fonde ses activités sur les principes de la participation, de la prise en charge et de la responsabilité individuelle et collective.**

valeurs ajoutées
L'ÉCONOMIE SOCIALE.
ÇA PARLE D'ARGENT ET DE VALEURS HUMAINES.

Source : Chantier de l'économie sociale

Le développement économique communautaire

Définition du Réseau canadien de développement économique communautaire (www.ccednet-rcdec.ca) **:** Le développement économique communautaire est une approche locale visant à créer des débouchés économiques et de meilleures conditions sociales, en particulier pour les personnes et les groupes les plus défavorisés.

Le DÉC est une approche qui reconnaît que les défis économiques, environnementaux et sociaux sont interdépendants, complexes et changeants. Pour être efficaces, les solutions proposées doivent puiser dans les connaissances locales et être mises en œuvre par les membres de la communauté. Le DÉC favorise les approches globales tenant compte des besoins des personnes, des communautés et des régions, et reconnaît que ces trois niveaux sont inter reliés.

Au Canada, les racines du développement économique communautaire émergent :

- **des Premières Nations** car elles ont réussi à assurer leur autosuffisance pendant des siècles;
- **du secteur bénévole** car le bénévolat et la charité ont pris de l'ampleur à la fin du 19e siècle et au début du 20e siècle afin de nourrir, de loger et d'habiller les personnes démunies. Par la suite les YMCA et YWCA se sont enracinés en milieu urbain afin de répondre aussi aux besoins de certains groupes défavorisés. Notons que nous avons près de 3000 organisations en Ontario français;
- **du mouvement de la Réforme urbaine** qui a permis la création de programmes de santé publique, le développement de politiques en matière d'aménagement du territoire et la réforme démocratique;
- **du mouvement syndical** qui a joué un rôle important au niveau des fondations communautaires, des mécanismes d'investissement et plus encore;
- **du mouvement coopératif** composé des caisses populaires, des coopératives agricoles, des coopératives de consommation, agroalimentaires, d'habitation, en alimentation, en santé, en garderie, etc.;
- **et du mouvement des femmes** car depuis les années 1950, la lutte des femmes a fait reconnaître : les besoins de base tel que le logement, les services de garde; le développement d'idées alternatives concernant l'économie incluant des systèmes d'échanges, le prêt communautaire, etc. La Marche du pain et des roses de 1995 a aussi contribué à placer l'économie sociale sur l'agenda politique de plusieurs nations. Et finalement, le Conseil pancanadien des femmes et du DÉC, maintenant appelé le Conseil économique des femmes, a vu le jour en 2002.

Les 10 tâches clés

Dans l'édition spéciale de Making Waves, le seul magazine en développement économique communautaire au Canada, Mike Lewis présente, dans son article Front commun, DÉC et économie sociale : tri des notions fondamentales, les définitions des dix tâches clés sociales et économiques essentielles pour le développement des communautés. Ces tâches peuvent nous aider à analyser ce qui se retrouve dans notre propre communauté et aussi à identifier ce qui serait essentiel à mettre en place pour devenir des communautés plus fortes et dynamiques tels que : des entreprises sociales, des services publics, etc.

« Ces tâches façonnent notre paysage social et économique. Les organismes de DÉC tissent plusieurs de ces tâches ensemble afin de former un tissu d'actions stratégiques visant à ralentir l'exode des capitaux et des personnes d'une collectivité géographique. »

Mike Lewis

Que devons-nous faire, avoir ou créer pour favoriser le développement des communautés?

Les tâches sociales visent une variété d'objectifs : soit l'éducation de qualité, le logement abordable, l'accès aux soins de santé pour tous et toutes, la sécurité, les loisirs et la culture et le soutien social nécessaire pour aider toute personne dans le besoin.

Les tâches économiques quant à elles tiennent compte de l'investissement local nécessaire pour soutenir des projets, l'accès au crédit, le perfectionnement des personnes et les infrastructures sans oublier la planification collective, la recherche et la promotion.

Une approche pour favoriser le développement de la communauté dans son intégrité.

Des études démontrent que plus la démarche est intégrale, systémique et soutenue, plus elle a de chances d'être efficace.

Cette approche permet entre autre de :

- combiner des actions dans un certain nombre de domaines;
- fonder le concept de changement sur les ressources et les forces de la communauté;
- Tirer profit des ressources extérieures pour l'obtention d'expertise professionnelle et de nouveaux partenariats;
- être axée sur des résultats à long terme;
- reconstruire l'interaction entre les membres du mouvement communautaire : associations, institutions, etc.

De nos jours, chaque association a sa mission, son mandat, ses projets. Plusieurs apprennent à travailler avec d'autres et plusieurs craignent les autres. La réelle concertation communautaire fait défaut dans plusieurs domaines d'activités et dans plusieurs communautés. Toutefois, des leaders, des associations, des mouvements sont présentement à réinventer les façons de se mobiliser pour qu'une solidarité mène à un développement durable.

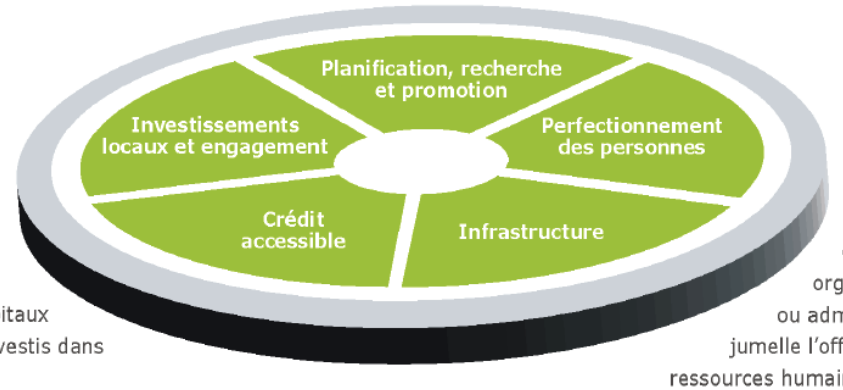
Dix tâches clés

Que devons-nous faire, avoir ou créer pour favoriser le développement des communautés?

- Le **logement abordable** et la **sécurité alimentaire** constituent la base des activités humaines physiques, émotionnelles et sociales.
- Le **soutien social** renforce le lien qui unit les citoyens, favorise l'inclusion, facilite la participation à la vie de la communauté, solidifie les familles et encourage la réalisation des objectifs individuels et collectifs.
- La **santé** et la **sécurité** sont essentielles à notre volonté et à notre capacité de participer à la vie de la communauté à titre de parents, d'employés, de propriétaires d'entreprise, d'électeurs et d'investisseurs.
- L'accès à une **éducation** de qualité détermine en grande partie ce que les personnes font de leur vie et ce qu'elles contribuent à la vie des autres.
- La **culture** et les **loisirs** renforcent la santé physique et mentale des citoyens et des collectivités. Les occasions de loisir et de réflexion accroissent et approfondissent la participation des individus dans d'autres aspects de la vie communautaire.

Aspect social

Aspect économique



- **Les investissements locaux et l'engagement** veillent à ce que les intérêts locaux aient une influence sur les décisions d'affaire et à ce que les capitaux qui en résultent soient réinvestis dans le développement local.
- **Le crédit** accessible vise à offrir des prêts aux personnes qui n'ont pas accès au financement de type courant.
- **La planification, la recherche et la promotion** permettent aux gens de prendre les bonnes décisions à propos de ce qu'il faut faire, quand le faire, avec qui et avec quels moyens.
- **Le perfectionment des personnes** leur permet de devenir employés, employeurs, organisateurs, coordonnateurs ou administrateurs compétents et jumelle l'offre et la demande en ressources humaines.
- **L'infrastructure** physique est l'éventail d'installations publiques et privées soutenant la santé, la mobilité et la communication publique.

Source: Centre Canadien pour le Renouveau Communautaire, Mike Lewis

Les mouvements

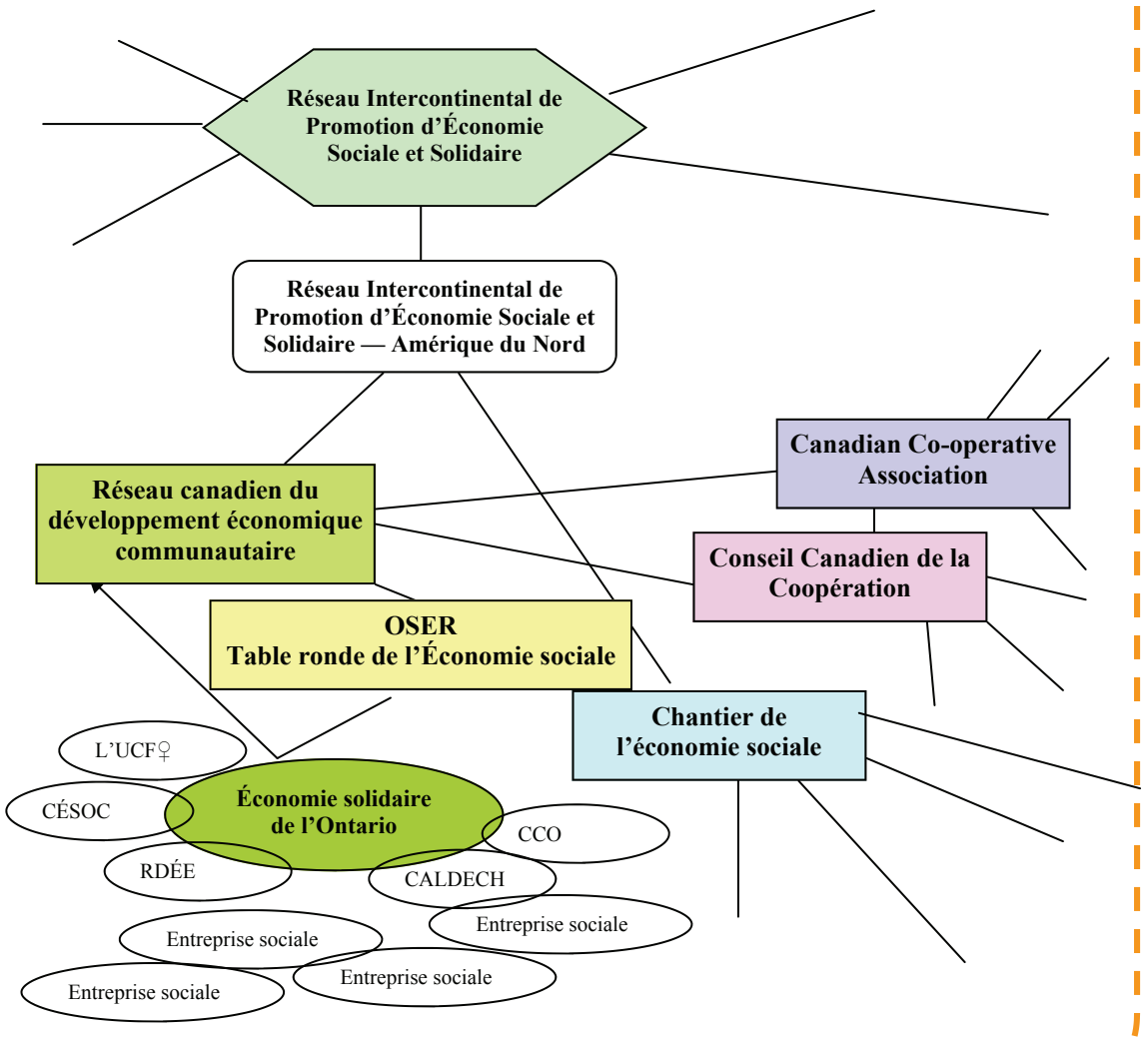
Dans tous les pays, des mouvements prennent forme mobilisant toutes les formes économiques.

Dans l'économie privée, nous retrouvons des chambres de commerce, des fédérations de chambres de commerce, des fédérations sectorielles, des structures internationales et plus encore.

Dans l'économie sociale, nous retrouvons des fédérations de coopératives, des réseaux de développement économique communautaire ou de l'économie sociale et même de l'économie sociale et solidaire et finalement, des structures continentales et même internationales. La mise en réseau que cela soit au niveau local, régional, national et même international semble profiter pour le partage des connaissances, la commercialisation collective, le commerce juste et équitable, le mouvement financier conventionnel ou le mouvement des finances solidaires, etc.

« Je ne veux pas changer la règle du jeux, je veux changer de jeu. »

André Breton



Au niveau local, dessinons le mouvement économique

En francophonie de l'Ontario

Une variété d'organisations s'impliquent en développement et en promotion des entreprises sociales. Ce schéma présente l'écosystème en développement au sein de l'Ontario français. Des organisations telles que le Conseil de la Coopération de l'Ontario, le Conseil économique et social d'Ottawa Carleton, CALDECH, l'Union culturelle des Franco-Ontariennes, le Réseau de développement économique et d'employabilité, le Centre canadien pour le renouveau communautaire - bureau Ontario sont des structures d'appui au développement. À ces structures s'ajoutent les Sociétés d'aide au développement des collectivités, les collèges et les universités, les institutions financières, etc.

Notons qu'Économie solidaire de l'Ontario tend à regrouper tous ces acteurs, et est membre du Réseau canadien de développement économique communautaire.

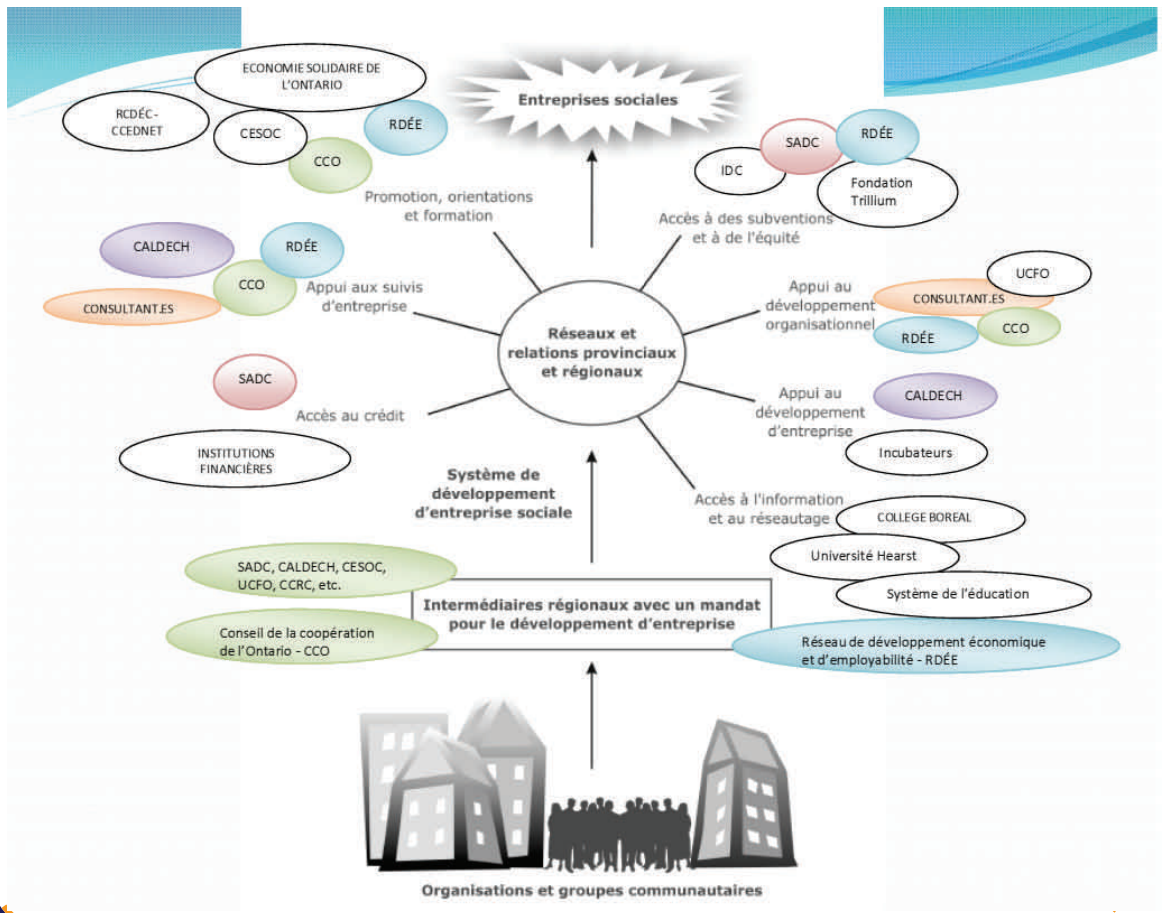
Regardons ce schéma, est-ce qu'il manque des joueurs importants?
Si oui, ajoutons les.

_____

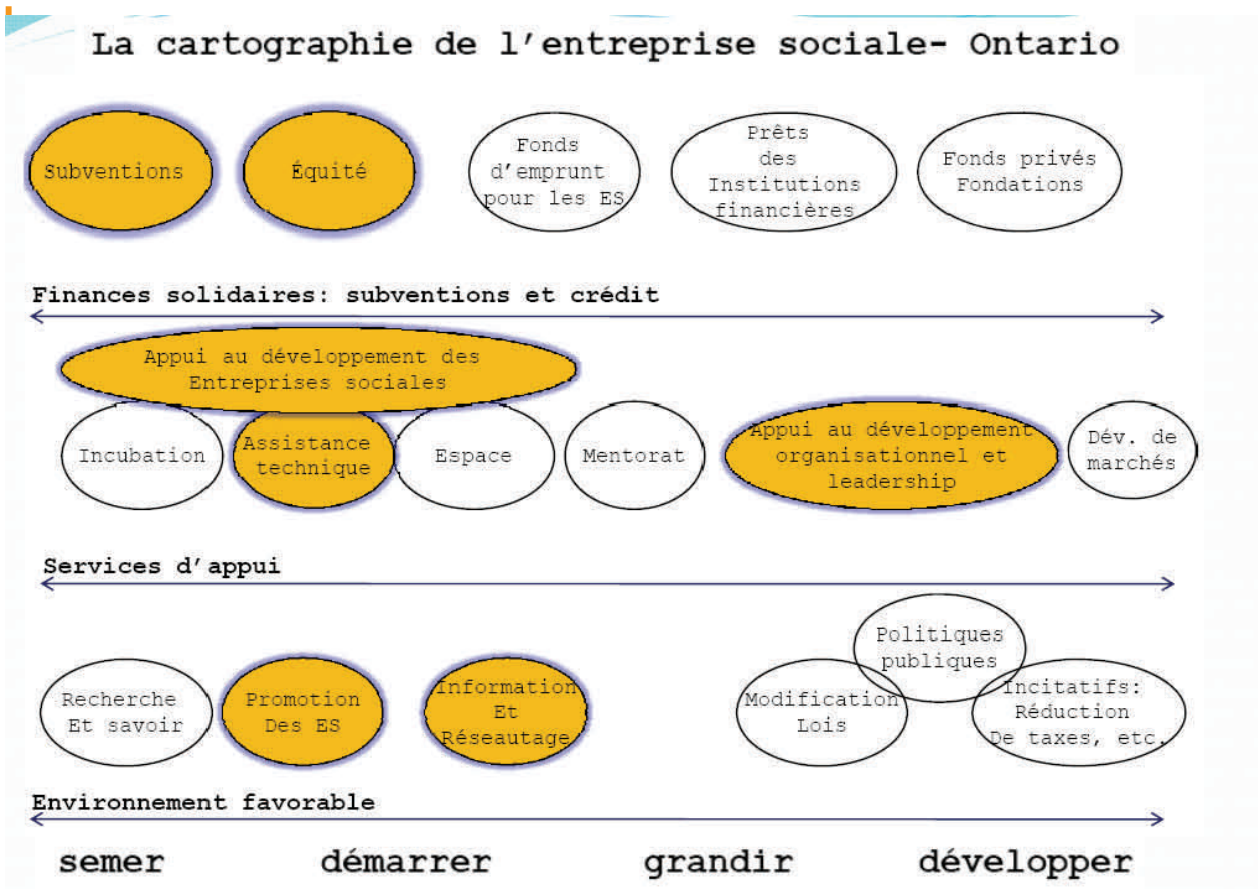
_____

Comprendre l'écosystème de l'entrepreneuriat social en Ontario.

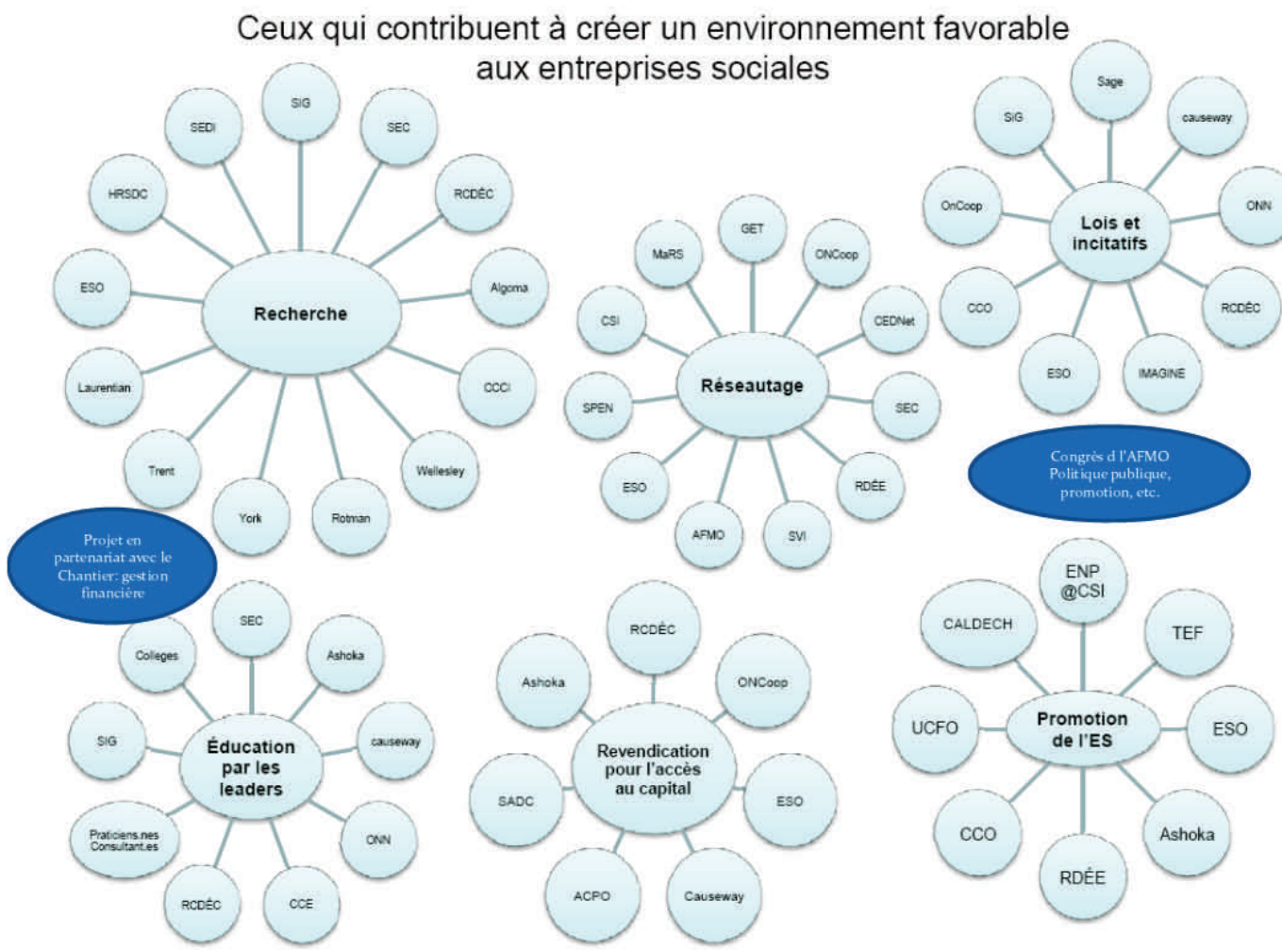
Schémas produits par Tonya Surman, CSI et adapté à la réalité de l'Ontario français par Ethel Côté



La cartographie de l'entreprise sociale en Ontario



L'Union culturelle des Franco-Ontariennes

1-5330, chemin Canotek
Ottawa (Ontario)
Canada
K1J 9C1
Téléphone : 1-613-741-1334
Télécopieur : 1-613-741-8577
Courriel: ucfo@on.aibn.com
Site Internet : www.unionculturelle.ca

Au fil des ans, l'Union culturelle des Franco-Ontariennes a voué ses efforts à informer et à conscientiser ses membres, mais aussi toutes les femmes sur divers sujets. Cette orientation a amené les femmes à prendre conscience de l'importance et de l'ampleur des problèmes sociaux et économiques qui touchent les femmes. L'organisme consacre beaucoup d'énergie à la conception et à la mise sur pied de programmes et de projets visant à contribuer à la croissance personnelle et collective des participantes par la sensibilisation et l'information. Comme ce programme de formation, toutes ses activités répondent à des besoins réels et amènent un grand nombre de femmes à améliorer leur condition de vie.